

Une voix: Et en Colombie-Britannique, qu'en dites-vous?

M. Rodriguez: Cette situation dure depuis 1950. Je sais que cela vous ennuie. Le député de Peel-Sud est très bouleversé. Je puis le comprendre car les travailleurs, j'en suis sûr, auront constaté la manière dont lui et ses collègues ont voté hier soir et ils constateront comment ceux-ci accueilleront nos amendements. J'espère qu'ils en informeront d'autres travailleurs dans tous les secteurs hautement industrialisés de Hamilton et de Windsor, par exemple, afin que ces gens sachent comment les conservateurs et les libéraux votent lorsqu'il se produit un affrontement entre employeurs et employés.

Dans son communiqué du 30 août le ministre du Travail a mentionné dans son préambule, au sujet de la grève:

Cette grève... a causé à l'échelon national une telle perte économique qu'elle a compromis le bien-être du pays.

Comme le premier ministre l'a signalé, il importe dans l'intérêt des Canadiens et du pays que les activités ferroviaires reprennent immédiatement.

Le ministre répète les déclarations de 1966 et d'avant, soit de 1950.

● (1700)

En fait, tout le scénario qui se déroule maintenant a déjà été joué avant. Il suffit de prendre le hansard de 1966 pour relire le même scénario. Il est intéressant de noter qu'une année, ce sont les libéraux qui imposent l'arbitrage obligatoire et les conservateurs qui poussent les hauts cris, et qu'ensuite ce sont les conservateurs qui imposent l'arbitrage obligatoire aux travailleurs, alors que les libéraux feignent de jouer un rôle d'opposition. C'est précisément ce genre de situation qui montre qu'il n'existe absolument aucune différence entre ces deux groupes. Ils sont identiques en tout, si ce n'est de nom, et je pense bien que la seule raison pour laquelle les députés des deux côtés de la Chambre n'ont pas fusionné est qu'ils aiment que quel'un accepte de discuter avec eux.

Une voix: Parlons de la Colombie-Britannique.

M. Rodriguez: Il n'y a pas de grève pour le moment en Colombie-Britannique.

Revenons-en à la déclaration du ministre du Travail. Il a déclaré que le bien-être de la nation est en danger. Au cours des dernières semaines, on nous a dit que l'économie et que le grand public souffrent. C'est vrai, bien sûr. On nous dit que le gouvernement doit adopter une loi obligeant les travailleurs à retourner au travail parce qu'ils sont essentiels. En réalité, je n'ai jamais entendu utiliser aussi souvent les termes «service essentiel» qu'au cours des deux derniers jours. S'ils sont tellement essentiels et s'il semble qu'ils ne deviennent essentiels que lorsqu'ils refusent leurs services à l'employeur, pourquoi, bon Dieu, ne leur donne-t-on pas un salaire équitable et la sécurité d'emploi?

Les députés ont un salaire équitable mais ils ne jouissent pas de la sécurité. Les députés pensent-ils à ces travailleurs essentiels entre les contrats? Non. Lorsque les sédentaires font leur travail jour après jour, année après année, est-ce que les deux vieux partis se demandent jamais si ces travailleurs essentiels ont assez d'argent pour

Exploitation des chemins de fer—Loi

nourrir leur famille et lui donner un toit et pour faire face à la hausse effrénée du coût de la vie au Canada? J'en doute.

La solution simpliste de contrôles des prix et des salaires n'apporte aucune garantie aux travailleurs mal rémunérés. Les deux partis ont-ils pensé à l'insécurité grandissante où se trouvent ces travailleurs essentiels face à l'empiètement de la technologie sur leurs emplois. Je ne le pense pas. Je ne crois pas un instant que si le Parlement a été rappelé, c'est parce que les libéraux s'inquiètent du bien-être de la nation et des intérêts des Canadiens. Après tout, il n'y a pas si longtemps, le ministre des Finances est sorti de sa retraite d'été pour annoncer à un public inquiet et en colère que les prix montaient trop vite, mais ce n'était pas suffisant pour rappeler le Parlement. Et c'est ainsi que les Canadiens ont été dupés de la façon la plus éhontée et méprisante. Les libéraux désignent les responsables, se livrent à une petite séance de vaudou parlementaire, puis déclarent que le démon a été exorcisé.

Hier, monsieur le président, nous avons assisté à une manifestation des cheminots. Ces cheminots tiennent le même rôle depuis des années, à leur corps défendant. Ils savent que le gouvernement a toujours abusé d'eux et ils savent qu'il va encore les rouler. Ils savent pourquoi ils ont manifesté devant la Chambre des communes. Ils savent pourquoi nous sommes ici. Ils sont ici parce qu'ils croient que les députés qui les représentent à la Chambre ne vont pas leur accorder un règlement juste, et ils ont raison. Ils connaissent la situation, ils savaient ce qu'on allait leur offrir et ils avaient absolument raison.

Lorsque le gouvernement exerce son droit de rappeler le Parlement afin de renvoyer les travailleurs à leur poste, j'estime qu'il lui incombe de s'assurer absolument que ces travailleurs seront traités avec justice. Le gouvernement actuel ne doit pas s'occuper de briser les grèves et il ne doit pas se mettre au service des compagnies.

Une voix: Que feriez-vous?

M. Rodriguez: Nous accorderions aux travailleurs un salaire juste et raisonnable afin de leur permettre de supporter la hausse du coût de la vie. De toute évidence, les cheminots ne demandent qu'une rémunération juste et raisonnable. Leurs demandes ne sont certes pas exagérées.

Personne à la Chambre ne peut dire que leurs demandes sont exagérées et inflationnistes. De fait, ce sont les politiques des Tories provinciaux et des libéraux fédéraux qui ont permis la montée en flèche des prix et qui ont désavantagé ces gens. Il est évident que leurs avantages sociaux ne peuvent se comparer à ceux des travailleurs dans d'autres industries semblables et je pourrais vous citer des exemples.

Dans la région de Sudbury, les employeurs les plus importants sont l'Inco et la Falconbridge. Les syndiqués de ces deux grandes sociétés avaient mis au point un régime de soins médicaux et dentaires et les sociétés, un régime de pensions. Les employés sédentaires n'ont pas ces avantages. Chez Falconbridge et Inco, le salaire horaire moyen est de \$5.75. Les employés sédentaires touchent, je crois, \$3.54 de l'heure. D'autre part, les magasins de la région qui servent les employés de Falconbridge et Inco établissent leurs prix en fonction des salaires élevés, et non du salaire moyen de \$3.54 des sédentaires.